JURISGUIDE | GUIDE POUR LA RECHERCHE D'INFORMATIONS EN SCIENCES JURIDIQUES

DROIT DES TRANSPORTS MARITIMES : QUELLES RESSOURCES ?

Cette fiche présente la législation nationale, européenne et internationale ainsi que les institutions et les revues, ouvrages et ressources en ligne concernant le droit des transports maritimes. Pour des informations plus générales ou communes avec d'autres branches du droit des transports, se référer à la fiche "Droit des transports : généralités".

PLAN DE L'ARTICLE

1. Institutions nationales, européennes et internationales
   1.1. Institutions nationales
   1.2. Institutions européennes et internationales
2. Législation française
3. Conventions et législation européennes et internationales
4. Revues, ouvrages et ressources en ligne
5. Instituts de recherche

1. Institutions nationales, européennes et internationales

1.1 Institutions nationales

Association française du droit maritime (AFDM) : les adhérents sont des professionnels du droit maritime (universitaires, avocats, juristes d'entreprise). L'objet de cette association est l'étude des questions relatives au droit maritime et au droit des activités maritimes sous tous leurs aspects (interne et international, public et privé). L'AFM est membre du Comité maritime international (*voir point 1-2*)

Chambre arbitrale maritime de Paris : la Chambre organise et gère les procédures d'arbitrage portant sur des litiges liés au commerce maritime national, international et fluvial. Parmi la documentation disponible en ligne, dans l'onglet Documentation, on trouve : la lettre d'information "Gazettes de la chambre", des tirés à part, des miscellanées ainsi que des résumés des sentences

Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA) : la Direction générale des affaires maritimes (créée en 2022, issue de la fusion de plusieurs services dont la Direction des affaires maritimes et la Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture) est compétente en matière de : sécurité et sureté maritime (sauvetage en mer, surveillance de la navigation et de la signalisation), plaisance maritime et fluviale et loisirs nautiques (immatriculations, permis bateau), métiers et gens de mer (formation professionnelle, droit du travail maritime, protection sociale des marins), flotte commerciale sous pavillon français, transition écologique des navires, protection des ressources et milieux maritimes. Son rôle est l'élaboration et la mise en œuvre de la réglementation au niveau national

Préfets maritimes : il existe 3 préfectures maritimes en France (**Atlantique**, **Manche et mer du Nord**, **Méditerranée**). Les préfets ont un pouvoir réglementaire sur les eaux territoriales dont ils ont la charge (défense des droits et intérêts nationaux, secours et sécurité maritime, protection de l'environnement, lutte contre les activités illicites en mer). Ils sont Directeur des Opérations de Secours (DOS) pour toutes les opérations de lutte contre les pollutions en mer

1.2 Institutions européennes et internationales

Agence européenne de la sécurité maritime (EMSA, European maritime safety agency) : elle "fournit une aide technique et scientifique aux pays de l'Union européenne et à la Commission en vue d'une application correcte de la législation de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité maritime, du contrôle de sa mise en oeuvre et de l'évaluation de son efficacité." Sa mission est de servir les intérêts de l'UE, elle travaille sur des questions liées à la sécurité maritime, à la sûreté, au climat, à l'environnement et au marché unique, en tant que prestataire de service pour les états membres et la Commission.

Autorité internationale des fonds marins (ISA, International seabed authority) : c'est une organisation internationale autonome, créée en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) de 1982 et de l'Accord de 1994 relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (Accord de 1994), son siège est à Kingston (Jamaïque). L' Autorité est l'organisation par l'intermédiaire de laquelle les États parties à la Convention "organisent et contrôlent toutes les activités liées aux ressources minérales dans la Zone pour le bénéfice de l'humanité dans son ensemble. Ce faisant, l'ISA a pour mandat d'assurer la protection efficace du milieu marin contre les effets nocifs pouvant découler des activités liées aux fonds marins".

Comité maritime international (CMI) : organisation non gouvernementale ayant pour objectif de contribuer à l'uniformisation et à l'harmonisation des différentes législations maritimes au niveau mondial. Il est composé des associations nationales de droit maritime, pour la France, il s'agit de l'AFDM (*voir point 1-1*). . Sur son site (*onglet Publications & documents*) sont disponibles une base de données de toutes les décisions de jurisprudence découlant des conventions et protocoles internationaux et d'autres instruments uniformes internationaux parrainés par le CMI, ainsi que nombreuses publications dont un annuaire, une newsletter, les travaux préparatoires

Commission des limites du plateau continental (CLCS) : Commission des Nations Unies mise en place en 1997, elle assiste les Etats membres dans leur mise en œuvre de la Convention concernant les limites extérieures du plateau continental au-delà des 200 miles marins. Elle se réunit 2 fois/an, au siège des Nations Unies à New York

Division of ocean affairs and the law of the sea (DOALOS) : division au sein du secrétariat des Nations Unies. Elle a comme attribution la réalisation d'études et de travaux de recherche

Organisation maritime internationale (OMI / IMO, International maritime organization) : institution spécialisée de l'ONU créée en 1958. Elle est chargée "d'assurer la sécurité et la sûreté des transports maritimes et de prévenir la pollution des mers par les navires." Elle travaille à la mise à jour des normes et conventions internationales maritimes et veille à l'application de celles-ci

Tribunal international du droit de la mer : organe judiciaire indépendant créé par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (composé de 21 membres indépendants élus) et installé à Hambourg depuis 1996. Il est compétent pour tous les différents et toutes les demandes qui lui sont soumis : délimitation de zones maritimes, navigation, conservation et gestion des ressources biologiques marines, protection et préservation du milieu marin et recherche scientifique marine. Sont disponibles sur le site du tribunal le Répertoire de jurisprudence du Tribunal international du droit de la mer (résumé des affaires dont le Tribunal a été saisi et des extraits de décisions du Tribunal), les rapports annuels, les Textes de base, les procès-verbaux des audiences publiques.

2. Législation française

- **Code des ports maritimes**

- **Code du travail maritime**

- **Code des transports**, cinquième partie *Transport et navigation maritimes*

- **Ordonnance n° 2012-1218** portant réforme pénale en matière maritime (création des Tribunaux maritimes chargés, en matière délictuelle, de sanctionner les infractions maritimes, notamment les manquements aux règles de circulation des navires au large des côtes françaises)

3. Conventions et législation européennes et internationales

Liste (non exhaustive) des principaux textes en vigueur dans le domaine du transport maritime international et européen

- Convention d'Athènes (2002) relative au transport par mer des passagers et de leurs bagages (publiée au JORF dans le **décret 2017-935**)

- **Convention de Bruxelles** (1924) pour l'unification de certaines règles en matières de connaissement. Elle a été complétée et actualisée par le protocole de Visby de 1968 et par le protocole de la Haye du 21 décembre 1979, aussi nommés **Règles de La Haye-Visby**

- **Convention de Bruxelles (1992) sur la responsabilité civile des propriétaires de navires** création des Fonds internationaux d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures

- **Convention de Hong Kong** (2009) – **décret 2025-1094 du 18 novembre 2025** portant publication de la convention internationale de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, adoptée à Hong Kong le 15 mai 2009, signée par la France à Londres le 19 novembre 2009

- **Convention des Nations Unies "Règles de Hambourg"** (1978) sur le contrat de transport international de

marchandises effectué entièrement ou partiellement par mer

- **Convention des Nations unies sur le droit de la mer** (1982) ou **Convention de Montego bay**. A cette convention est décidée la création de 3 institutions : le Tribunal international du droit de la mer, la Commission des limites du plateau continental (CLCS), l'Autorité internationale des fonds marins

- **Convention du travail maritime** (adoptée en 2006, entrée en vigueur en 2013)

- **Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires ou Convention MARPOL** (OMI) (adoptée en 1973, entrée en vigueur en 1983)

- **Convention internationale sur la sauvegarde de la vie humaine en mer ou Convention SOLAS** (OMI) (adoptée en 1974, entrée en vigueur en 1980)

- **Convention des Nations Unies sur le contrat de transport international de marchandises effectué entièrement ou partiellement par mer "Règles de Rotterdam"** (2008)

- **Directive n°93/75** relative aux conditions minimales exigées pour les navires à destination des ports maritimes de la Communauté ou en sortant et transportant des marchandises dangereuses ou polluantes

- **Règlement (CE) n°392/2009** relatif à la responsabilité des transporteurs de passagers par mer en cas d'accident

- **Règlement (UE) n°1177/2010** concernant les droits des passagers voyageant par mer ou par voie de navigation intérieure et modifiant le règlement (CE) n°2006/2004

- **Règlement (UE) 2023/1805** relatif à l'utilisation de carburants renouvelables et bas carbone dans le transport maritime et modifiant la directive 2009/16/CE

4. Revues, ouvrages et ressources en ligne

Revues

- **Annuaire de droit maritime et océanique** (ADMO) : publié par le Centre de droit maritime et océanique (Université de Nantes). Annuel, disponible sur papier uniquement. Articles en français, anglais, espagnol ou italien. Couvre le droit maritime et de la mer ainsi que l'économie, l'histoire et la sociologie. Sommaires des numéros disponibles en ligne **ici**

- **Annuaire du droit de la mer** : publié par l'Institut de droit économique de la mer (Monaco), édité par Pédone. Annuel, disponible sur papier et électronique (sommaires accessibles gratuitement **ici**). Comporte des articles de doctrine, d'actualités, une bibliographie systématique et une bibliographie critique

- **Bulletin du droit de la mer** – division des affaires maritimes et du droit de la mer de l'ONU depuis 1983. 3 publications par an, disponible sur papier et électronique **ici** . Le Bulletin fournit des renseignements importants et concrets sur les problèmes liés à la Convention sur la Droit de la Mer et il contient les plus récents et les plus pertinents matériels juridiques concernant le droit de la mer (législation nationale, accords bilatéraux et traités multilatéraux, ainsi que les informations relatives aux décisions de la Cour Internationale de Justice, des tribunaux d'arbitrage et autres procédures judiciaires visant à régler des conflits)

- **Droit maritime français** (DMF). Bimestriel. Archives depuis 1990 disponibles sur Lamyline.fr. Propose de la doctrine, de la jurisprudence française, européenne et internationale regroupées dans différentes thématiques (Navire-Transport maritime-Gens de mer, Ports-Littoral-Plaisance, Pêche-Mer-Environnement marin). Sont disponibles dans **Gallica**, les numéros publiés entre 1923 et 1939

- **International journal of marine and coastal law** : publié par Brill-M. Nijhoff. Trimestriel, crée en 1993, disponible sur papier et électronique (*accessible en ligne dans les établissements bénéficiaires des licences nationales de 1993 à 2012*). Contient des articles de doctrine, des commentaires sur les traités et la jurisprudence internationaux, la législation nationale, les décisions des tribunaux nationaux. Suite de la revue International journal of estuarine ans coastal law

- **Journal de la marine marchande** : crée en 1919, il a cessé de paraître en 2024. Hebdomadaire, puis mensuel depuis 2017 avec des lettres hebdomadaires (sommaires en accès gratuit **ici**). Contient des dossiers thématiques, des analyses, les dernières évolutions législatives.

- **Journal of international maritime safety, environmental affairs, and shipping**. Publiée depuis 2017, cette revue en libre accès couvre tous les aspects de la sécurité maritime internationale, des affaires de l'environnement et de la navigation.

- **Jurisprudence du port d'Anvers**. Bimestriel, crée en 1856 (publication en néerlandais, résumés en français et en

anglais)

- **Neptunus**. Revue juridique en ligne créée en 1994 et publiée par le Centre de droit maritime et océanique (Université de Nantes). 3 numéros par an (accès gratuit, consultable sur HAL). Elle propose des chroniques de jurisprudence et des études synthétiques

- **WMU Journal of Maritime Affairs** (JOMA). Revue créée en 2002 et publiée par Springer depuis 2011. Elle couvre des domaines tels que la sécurité maritime, l'énergie maritime, l'administration maritime, la gestion et les opérations, et la protection de l'environnement marin. Certains articles sont publiés en open access

- **Yearbook International tribunal for the Law of the Sea** (ITLOS Yearbook - TIDM Annuaire) : publié par Brill-M. Nijhoff, crée en 1996. Jusqu'en 2007, publié en deux volumes distincts, anglais (Yearbook) et français (Annuaire) ; depuis 2008, publié en un volume bilingue. Disponible en version papier et électronique (sommaires disponibles **ici**). L'Annuaire est rédigé par le Greffe du Tribunal, il rend compte de l'activité du Tribunal durant l'année civile concernée. Contient des informations sur la compétence, la procédure et l'organisation du Tribunal ainsi que sur sa composition et ses activités.

Ouvrages

- BONASSIES Pierre, SCAPEL Christian et BLOCH Cyril, **Traité de droit maritime**, LGDJ, 4e éd., 2022.

- DELEBECQUE Philippe, **Droit maritime**, Dalloz, 14e éd., 2020.

- MAHINGA Jean-Grégoire, **Le statut du tribunal international du droit de la mer : commentaire article par article**, L'Harmattan, 2015.

- PIETTE Gaël, **Traité de droit maritime**, Pédone, 2023.

- The IMLI Manual on International Maritime Law, Oxford university press, 3 vol., 2014-2016.

Vol I, **Vol II**, **Vol III**

Ressources en ligne (sur abonnement)

- Base Dalloz : Répertoire de droit civil, Répertoire des sociétés, Répertoire de droit européen

- Base Lamyline : Le Lamy transport, Tome 2

- Base Lexis 360 Intelligence : Synthèse Transports maritimes, rédigée par Christophe PAULIN, actualisée par Gaël Piette 21/03/2025 ; JurisClasseur Transport

- Base Brill Reference Works : International Maritime Boundaries Online, United Nations Convention on the Law of the Sea Online

5. Instituts de recherche

Dans cette rubrique sont listés des centres de recherche français, européen ou internationaux spécialisés dans le domaine maritime qui proposent des formations en droit des transports maritimes. Certains ont une approche pluridisciplinaire dans le domaine des sciences de la mer.

- **Centre de droit maritime et océanique** (Université de Nantes). Il publie l'Annuaire de droit maritime et océanique. L'équipe publie également l'ouvrage Droits maritimes chez Dalloz

- **Institut Universitaire Européen de la Mer** (IUEM) est un organisme pluridisciplinaire dans le domaine des sciences de la mer et du littoral (Université de Bretagne Occidentale, UBO). Il propose un master Droit des espaces et des activités maritimes

- **International maritime law institute** (IMLI, Institut de droit maritime international). Fondé par l'Organisation maritime internationale en 1988 à Malte. Il forme des experts en droit maritime

- **Master Droit international et droit européen**, parcours Droit de la mer et risque maritime, Université de Lille. Ce master est rattaché au **CRDP**, L'ERDP (L'Equipe de Recherche en Droit Public)

- **Master parcours « Droit des activités maritimes et portuaires »**, Université Le Havre Normandie. Ce Master est rattaché au **CERMUD** (Centre de recherche sur les mutations du droit et les mutations sociales)

- **Observatoire des droits des marins.** Fondé en 2001 et basé à Nantes. Ses missions sont : "Réaliser et soutenir des recherches sur les conditions de vie et d'emploi des marins, Participer à un réseau international d'institutions non

gouvernementales produisant des recherches sur les conditions de vie et d'emploi des gens de mer ..."

- **Pôle de Droits Maritime, Aérien et des Transports** (dit « Pôle Transports »), issu du regroupement du Centre de Droit Maritime et des Transports (CDMT), fondé en 1974 par le professeur Pierre Bonassies, et de l'Institut de Formation Universitaire et de Recherche du Transport Aérien (IFURTA), créé en 1976 par Gabriel Weishaupt. Laboratoire d'enseignement et de recherche en droit maritime et des transports (formations de niveau Licence professionnelle et Master, en partenariat avec le Grand Port Maritime de Marseille)

- **Réseau français des Universités Maritimes** (RUM), né en 2011, le réseau regroupe 17 établissements et "a pour ambition d'accroitre la visibilité nationale, européenne et internationale des Universités françaises opérant dans le domaine des Sciences de la Mer"

- **World maritime university** (WMU, Université maritime mondiale, UMM). Fondée en 1983 à Malmö (Suède) par l'Organisation maritime internationale. Elle dispense des formations diplômantes (Master, PhD)

Conditions d'utilisation

Les fiches issues des "Ressources documentaires" et des "Ressources pédagogiques" du Jurisguide sont sous contrat Creative Commons

Vous êtes libres :

- de reproduire, distribuer et communiquer cette création au public
- de modifier cette création

selon les conditions suivantes :

Paternité
Vous devez citer le nom de l'auteur original de la manière indiquée par l'auteur de l'oeuvre ou le titulaire des droits qui vous confère cette autorisation (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'ils vous soutiennent ou approuvent votre utilisation de l'oeuvre).

Pas d'utilisation commerciale
Vous n'avez pas le droit d'utiliser cette création à des fins commerciales.

Partage des conditions à l'identique
Si vous modifiez, transformez ou adaptez cette création, vous n'avez le droit de distribuer la création qui en résulte que sous un contrat identique à celui-ci.

Ce qui précède n'affecte en rien vos droits en tant qu'utilisateur (exceptions au droit d'auteur : copies réservées à l'usage du copiste, courtes citations, parodie...)
Pour la version intégrale du contrat : voir le code juridique Creative commons.